

INTRODUCTION TO IPSAS



Autres déclarations

Contents

Cadre conceptuel.....	3	Cadre
conceptuel pour l'information financière à usage général par les entités du secteur public	4	Principales caractéristiques du
secteur public	4	Objectifs et utilisateurs de l'information
financière à usage général	7	
Caractéristiques qualitatives.....	8	
Contraintes sur les informations incluses dans les GPFR.....	9	
L'entité déclarante.....	dix	
Éléments des états financiers	dix	
Comptabilisation dans les états financiers.....	11	
Évaluation des actifs et des passifs dans les états financiers.....	11	
Bases de mesure des actifs	12	
Bases d'évaluation des passifs	12	
Présentation dans les rapports financiers à usage général	13	
Questions et débats.....	13	
Questions de révision.....	14	
Réponses aux questions de révision.....	15	
Lignes directrices relatives aux pratiques recommandées.....	16	
Lignes directrices relatives aux pratiques recommandées	17	
RPG 1, Rapport sur la viabilité à long terme des finances publiques	17	Informations sur la viabilité
budgétaire à long terme dans le cadre du RPG 1.....	17	Dimensions de la politique budgétaire à long
terme Durabilité	18	RPG 2 : Discussion et analyse des états
financiers	18	
RPG 2 : Informations à fournir	19	
RPG 3, Informations sur les performances du service de reporting	19	
RPG 3 : Informations à fournir	19	
Objectifs de performance des services	19	Types
d'indicateurs de performance	20	
Questions et débats.....	20	
Questions de révision.....	21	
Réponses aux questions de révision.....	22	
Information financière selon la comptabilité de caisse.....	23	

IPSAS base de caisse.....	24
Structure de la norme	24
Objectif.....	24
Définitions.....	25
États financiers.....	25
Informations à présenter	26
Paiements par fonction.....	27 Paiements
par nature.....	28 Notes et
méthodes comptables.....	28 Budget (là où il est rendu
public).....	29 Partie 2 : Divulgations supplémentaires
encouragées.....	30
États financiers consolidés.....	31
Scénario	32
Assistance extérieure et autre assistance	33
Aide extérieure.....	33
Autre aide	33
Aide externe et autre – Divulgations encouragées.....	34
Questions de révision.....	35
Réponses aux questions de révision.....	36

Conceptual Framework

Conceptual Framework for General Purpose Financial Reporting by Public Sector Entities

- Préface (caractéristiques clés du secteur public)
- Rôle et autorité du cadre conceptuel
- Objectifs et utilisateurs de l'information financière à usage général
- Caractéristiques qualitatives
- Entité comptable
- Éléments des états financiers
- Comptabilisation dans les états financiers
- Évaluation des actifs et des passifs dans les états financiers
- Présentation dans les rapports financiers à usage général

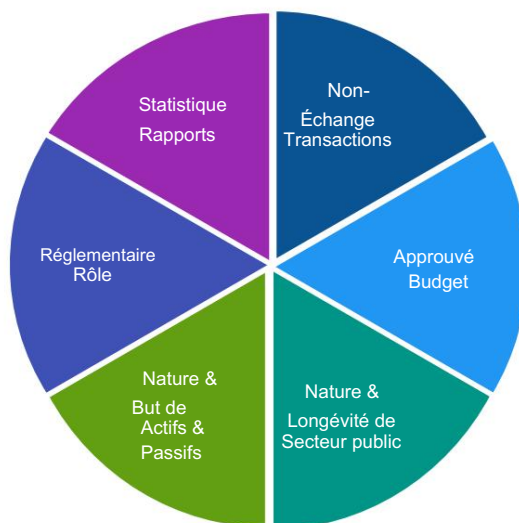
Le cadre conceptuel pour l'information financière à usage général par les entités du secteur public (le cadre conceptuel) établit les concepts qui sous-tendent l'information financière à usage général par les entités du secteur public qui adoptent la comptabilité d'exercice. L'IPSASB appliquera ces concepts dans l'élaboration de nouvelles normes IPSAS et lignes directrices de pratiques recommandées (RPG) applicables à la préparation et à la présentation des rapports financiers à usage général (GPFR) des entités du secteur public.

Le cadre conceptuel n'établit pas d'exigences faisant autorité en matière d'information financière pour les entités du secteur public qui adoptent les IPSAS, et il ne remplace pas non plus les exigences des IPSAS ou des RPG.

Les exigences faisant autorité relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des transactions et autres événements et activités sont spécifiées dans les IPSAS. En cas de conflit entre les exigences d'une IPSAS et celles du cadre conceptuel, les entités doivent suivre les IPSAS. Le rôle du cadre conceptuel est de guider l'IPSASB dans l'élaboration des IPSAS et des RPG, et au fil du temps, il est prévu que tout conflit soit résolu.

Le cadre conceptuel peut fournir des orientations pour traiter les questions d'information financière qui ne sont pas traitées par les IPSAS ou les RPG. Dans ces circonstances, les préparateurs et autres peuvent se référer et examiner l'applicabilité des définitions, des critères de comptabilisation, des principes de mesure et d'autres concepts identifiés dans le cadre conceptuel.

Key Characteristics of the Public Sector



Le volume et l'importance financière des transactions sans échange, y compris les transactions involontaires

Dans une transaction sans échange, une entité reçoit de la valeur d'une autre partie sans donner directement une valeur approximativement égale en échange. De telles transactions sont courantes dans le secteur public, où de nombreuses entités sont financées en grande partie par des impôts (ou des cotisations) ou par des transferts d'autres entités, initialement financés par l'impôt. Le niveau et la qualité des services reçus par un individu ou un groupe d'individus ne sont normalement pas liés au montant de leur contribution fiscale. Selon les dispositions du programme, une personne peut devoir payer des frais ou des frais et/ou avoir dû verser des contributions spécifiques pour accéder à certains services. Nonobstant cette caractéristique, ces transactions sont généralement de nature sans échange, car le montant qu'un individu ou un groupe d'individus obtient en prestations ne sera pas approximativement égal au montant des frais payés ou des cotisations versées par l'individu ou le groupe. La prévalence et l'importance des transactions sans contrepartie peuvent avoir un impact sur la façon dont elles, ainsi que les soldes qui en résultent, sont reconnus, mesurés et présentés pour étayer au mieux les évaluations de l'entité par les bénéficiaires de services et les fournisseurs de ressources.

La perception des impôts est une transaction involontaire légalement mandatée entre des individus ou des entités et le gouvernement. Les pouvoirs en matière de collecte d'impôts peuvent varier considérablement d'une juridiction à l'autre, notamment en ce qui concerne la relation entre les pouvoirs du gouvernement national et ceux des gouvernements infranationaux et d'autres entités du secteur public. Les entités du secteur public international sont en grande partie financées par des transferts des gouvernements nationaux ou régionaux. Celles-ci peuvent être régies par des traités et des conventions ou sur une base purement volontaire.

Le caractère involontaire des impôts et des transferts est l'une des principales raisons pour lesquelles l'objectif de responsabilité de l'information financière est important dans le secteur public.

L'importance du budget approuvé

La plupart des gouvernements et autres entités du secteur public préparent des budgets financiers annuels couvrant généralement les recettes à lever et d'autres plans de dépenses. Dans de nombreuses juridictions, il existe une obligation constitutionnelle de préparer et de rendre public un budget approuvé par le pouvoir législatif (ou équivalent). La législation définit souvent le contenu de cette documentation. Le budget approuvé d'un gouvernement est la principale méthode par laquelle le corps législatif exerce un contrôle et les électeurs et leurs représentants élus tiennent la direction de l'entité financièrement responsable. Le budget approuvé sert souvent de base à la fixation des niveaux d'imposition et fait partie du processus d'obtention de l'approbation législative des dépenses.

En raison de l'importance du budget approuvé, les informations permettant aux utilisateurs de comparer les dépenses réelles, les recettes et l'excédent ou le déficit qui en résulte avec les estimations budgétaires sont importantes.

Les rapports budgétaires sont généralement le mécanisme permettant de démontrer le respect des exigences légales relatives à la collecte et à l'utilisation des finances publiques. Les comparaisons entre les informations prévues et réelles facilitent également l'évaluation de la mesure dans laquelle une entité du secteur public a atteint ses objectifs financiers et favorisent donc la responsabilisation et éclairent la prise de décision dans les budgets ultérieurs.

La longévité du secteur public et la nature des programmes du secteur public

Le principe de continuité d'exploitation qui sous-tend l'établissement des états financiers a souvent été difficile à interpréter dans le secteur public. En raison des pouvoirs souverains, en particulier du pouvoir de taxer, la situation actif/passif net peut ne pas être le facteur primordial pour déterminer si un gouvernement national peut honorer ses obligations à leur échéance.

Il y a deux autres raisons pour lesquelles la continuité d'exploitation a été difficile à interpréter. La première raison est que de nombreux programmes du secteur public sont à long terme et que la capacité à respecter les engagements dépend des impôts et cotisations futurs. De nombreux engagements découlant de programmes du secteur public ne répondent pas à la définition d'un passif et le pouvoir de prélever des impôts futurs peut ne pas répondre à la définition d'un actif. De tels engagements et pouvoirs pourraient donc ne pas être reconnus dans les états financiers.

Par conséquent, les états financiers ne peuvent pas fournir toutes les informations dont les utilisateurs ont besoin sur les programmes à long terme, notamment ceux qui apportent des prestations sociales. Les rapports sur la durabilité à long terme des programmes clés sont donc pertinents pour l'évaluation de la responsabilité des fournisseurs de ressources et des bénéficiaires de services. Les conséquences financières de nombreuses décisions auront un impact sur de nombreuses années, voire décennies, de sorte que les GPFR contenant des informations financières prospectives sur la viabilité à long terme des finances d'une entité, couvrant de longs horizons temporels, sont nécessaires à des fins de responsabilité et de prise de décision. .

La deuxième raison est la nature et la longévité des gouvernements et des entités du secteur public eux-mêmes.

Même si le contrôle politique peut changer régulièrement, les gouvernements nationaux ont généralement une très longue durée de vie.

Même s'ils peuvent rencontrer de graves difficultés financières et faire défaut sur leurs obligations souveraines, les gouvernements continuent d'exister.

Si les entités infranationales rencontrent des difficultés financières, les gouvernements nationaux peuvent agir en tant que prêteurs en dernier ressort ou fournir des garanties à grande échelle. Les principaux engagements en matière de prestation de services des entités infranationales peuvent continuer à être financés par un niveau de gouvernement supérieur. Des entités infranationales peuvent également être fusionnées. Dans d'autres cas, les entités du secteur public qui ne sont pas en mesure de faire face à leurs obligations à leur échéance peuvent continuer d'exister en restructurant leurs opérations.

La nature et la destination des actifs du secteur public

Dans le secteur public, la principale raison de détenir des immobilisations corporelles et autres actifs est généralement de fournir des services plutôt que de générer des flux de trésorerie. En raison de la nature de la prestation de services du secteur public, une proportion importante des actifs déployés par les entités du secteur public sont de nature spécialisée, par exemple les routes et les actifs militaires. Il peut exister un marché limité pour de tels actifs et, même dans ce cas, ils peuvent nécessiter une adaptation considérable afin d'être utilisés par d'autres opérateurs. Ces facteurs peuvent avoir des implications sur leur mesure.

Les gouvernements et autres entités du secteur public peuvent détenir des objets qui contribuent au caractère historique et culturel d'une nation ou d'une région (par exemple, des trésors artistiques, des bâtiments historiques et d'autres artefacts). Ils peuvent également être responsables de parcs nationaux et d'autres zones d'importance naturelle abritant une flore et une faune indigènes. Ces objets et ces zones ne sont généralement pas destinés à la vente, même s'il existe des marchés. Les gouvernements et les entités du secteur public ont plutôt la responsabilité de les préserver et de les maintenir pour les générations actuelles et futures.

Les gouvernements ont également souvent des pouvoirs sur les ressources naturelles telles que les réserves minérales, l'eau, les zones de pêche et les forêts. Ces pouvoirs permettent aux gouvernements d'accorder des licences pour l'utilisation de ces ressources ou d'obtenir des redevances et des taxes sur leur utilisation.

Les gouvernements peuvent également revendiquer des droits sur des phénomènes tels que le spectre électromagnétique.

Dans ces domaines, ainsi que dans les domaines décrits ci-dessus, il peut y avoir des implications à la fois sur la définition d'un actif, ainsi que sur la comptabilisation et l'évaluation de ces actifs.

Le rôle régulateur des entités du secteur public

De nombreux gouvernements et autres entités du secteur public ont le pouvoir de réglementer les entités opérant dans certains secteurs de l'économie, soit directement, soit par l'intermédiaire d'agences spécialement créées. La logique de politique publique sous-jacente à la réglementation est de protéger les intérêts des consommateurs, conformément à des objectifs de politique publique spécifiés. L'intervention réglementaire a également lieu en cas d'imperfections ou de défaillances du marché pour des services particuliers, ou pour atténuer des facteurs tels que la pollution, dont l'impact ne se transmet pas par la tarification. Ces activités réglementaires sont menées conformément aux procédures légales.

Les gouvernements peuvent également se réglementer eux-mêmes ainsi que d'autres entités du secteur public. Il peut être nécessaire de faire preuve de jugement pour déterminer si ces réglementations créent des droits et des obligations pour les entités du secteur public qui nécessitent une comptabilisation en tant qu'actifs et passifs, ou si la capacité de l'entité du secteur public à modifier ces réglementations a un impact sur la façon dont ces droits et obligations devraient être pris en compte.

Relation avec les rapports statistiques

De nombreux gouvernements produisent deux types d'informations financières ex post : (a) des statistiques de finances publiques (SFP) sur le secteur des administrations publiques à des fins d'analyse macroéconomique et de prise de décision, et (b) des états financiers à usage général (GPFS) à des fins de responsabilisation et de prise de décision au niveau de l'entité, y compris les GPFS pour l'ensemble du périmètre comptable du gouvernement.

Les normes générales applicables aux statistiques macroéconomiques sont définies dans le Système de comptabilité nationale (SCN). Le SCN est un cadre permettant une description systématique et détaillée de l'économie nationale et de ses composantes, y compris le secteur des administrations publiques. Les méthodologies statistiques macroéconomiques internationalement reconnues sont harmonisées avec le SCN dans la mesure du possible, tout en restant cohérentes avec leurs propres objectifs spécifiques. Dans le secteur public, pour les statistiques de finances publiques des pays hors Union européenne, le Manuel de statistiques de finances publiques (GFSM), publié par le Fonds monétaire international, constitue la principale source d'orientation pour l'élaboration de statistiques de finances publiques et est conforme au SCN. Le Système européen des comptes (SEC) fournit les règles législatives pour les pays qui sont membres de l'Union européenne. Le SEC est globalement conforme au SCN et au MSFP en ce qui concerne les définitions, les règles comptables et les classifications, mais présente certaines différences de présentation.

Les états financiers IPSAS et les rapports GFS ont de nombreux points communs. Les deux présentent (a) des informations financières fondées sur la comptabilité d'exercice, (b) les actifs, les passifs, les recettes et les dépenses d'un gouvernement et (c) des informations complètes sur les flux de trésorerie. Il existe également un chevauchement considérable entre les deux cadres de reporting qui sous-tendent ces informations. Les lignes directrices IPSAS et GFS présentent des différences importantes, en raison de leurs objectifs différents, de l'accent mis sur différentes entités déclarantes et du traitement différent de certaines transactions et événements. La suppression des différences entre les deux bases comptables qui ne sont pas fondamentales au regard de leurs différents objectifs et le recours à un seul système d'information financière intégré pour générer à la fois des états financiers conformes aux IPSAS et des rapports GFS peuvent apporter des avantages aux utilisateurs en termes de qualité des rapports, rapidité et compréhensibilité.

Objectives and Users of General-Purpose Financial Reporting

- Objectifs de l'information financière
 - Fournir des informations sur l'entité utiles aux utilisateurs des GPFR
 - Objectifs de responsabilité et objectifs de prise de décision
 - Réflète l'objectif de prestation de services et la nature du financement
 - Répondre aux besoins d'information des utilisateurs
- Utilisateurs de GPFR
 - Utilisateurs principaux : bénéficiaires de services et fournisseurs de ressources

Les objectifs de l'information financière des entités du secteur public sont de fournir des informations sur l'entité qui soient utiles aux utilisateurs des GPFR à des fins de responsabilisation et de prise de décision. L'identification de la responsabilité comme objectif de l'information financière reflète le fait que la plupart des gouvernements et des entités du secteur public ont un objectif de prestation de services plutôt que de recherche de profit, et la nature de leur financement...

principalement par le biais de la fiscalité, mais aussi de transferts provenant d'autres niveaux de gouvernement.

L'information financière n'est pas une fin en soi. Son objectif est de fournir des informations utiles aux utilisateurs des GPFR.

Les objectifs de l'information financière sont donc déterminés en référence aux utilisateurs des GPFR et à leurs besoins d'information.

Les principaux utilisateurs des GPFR sont les bénéficiaires de services et les fournisseurs de ressources (contribuables, donateurs, prêteurs et autres fournisseurs de ressources) ainsi que leurs représentants. En se concentrant sur les besoins de cette classe d'utilisateurs, les besoins des autres utilisateurs seront également satisfaits.



Qualitative Characteristics

- Pertinence
- Représentation fidèle
- Compréhension
- Rapidité
- Comparabilité
- Vérifiabilité

Ce sont les caractéristiques qualitatives de l'information financière qui sont identifiées et expliquées dans le cadre conceptuel. Les caractéristiques qualitatives des informations incluses dans les GPFR sont les attributs qui rendent ces informations utiles aux utilisateurs et soutiennent la réalisation des objectifs de l'information financière.

Chacune des caractéristiques qualitatives fait partie intégrante des autres caractéristiques et fonctionne avec elles pour fournir des informations utiles à la réalisation des objectifs de l'information financière. Cependant, dans la pratique, toutes les caractéristiques qualitatives peuvent ne pas être pleinement satisfaites et un équilibre ou un compromis entre certaines d'entre elles peut s'avérer nécessaire.

Les informations financières et non financières sont **pertinentes** si elles sont capables de faire une différence dans la réalisation des objectifs de l'information financière. Les informations financières et non financières peuvent faire la différence lorsqu'elles ont une valeur confirmative, prédictive ou les deux.

Pour être utile dans l'information financière, l'information doit être une **représentation fidèle** des phénomènes économiques et autres qu'elle est censée représenter. Une représentation fidèle est atteinte lorsque la représentation du phénomène est complète, neutre et exempte d'erreurs matérielles. Les informations qui représentent fidèlement un phénomène économique ou autre décrivent la substance de la transaction sous-jacente, d'un autre événement, activité ou circonstance. Cela ne correspond pas toujours à sa forme juridique. Le cadre conceptuel utilise le terme « représentation fidèle » plutôt que « fiabilité » pour décrire ce qui est essentiellement le même concept. De plus, il n'identifie pas explicitement la substance plutôt que la forme et la prudence comme éléments d'une représentation fidèle.

Ni la « substance plutôt que la forme » ni la « prudence » ne sont incluses comme caractéristiques qualitatives (CQ) à part entière. La substance plutôt que la forme n'est pas identifiée comme une caractéristique qualitative distincte ou supplémentaire car elle est déjà ancrée dans la notion de représentation fidèle.

L'IPSASB est d'avis que la notion de prudence se reflète également dans l'explication de la neutralité en tant qu'élément d'une représentation fidèle et dans la reconnaissance de la nécessité de faire preuve de prudence face à l'incertitude.

L'**intelligibilité** est la qualité de l'information qui permet aux utilisateurs d'en comprendre la signification. Les explications des informations financières et non financières et les commentaires sur la prestation de services et autres réalisations au cours de la période de reporting et les attentes pour les périodes futures doivent être rédigés dans un langage simple et présentés d'une manière facilement compréhensible par les utilisateurs.

L'**actualité** signifie que l'information est disponible pour les utilisateurs avant qu'elle ne perde sa capacité à être utile à des fins de responsabilisation et de prise de décision. Disposer rapidement d'informations pertinentes peut renforcer leur utilité en tant que contribution aux évaluations de la responsabilité et leur capacité à éclairer et à influencer les décisions qui doivent être prises. Un manque d'actualité peut rendre l'information moins utile.

La **comparabilité** est la qualité de l'information qui permet aux utilisateurs d'identifier les similitudes et les différences entre deux ensembles de phénomènes. La comparabilité n'est pas une qualité d'un élément d'information individuel, mais plutôt une qualité de la relation entre deux ou plusieurs éléments d'information. La comparabilité diffère de la cohérence. La cohérence fait référence à l'utilisation des mêmes principes ou méthodes comptables et de la même base de préparation, soit d'une période à l'autre au sein d'une entité, soit au cours d'une seule période dans plusieurs entités.

La comparabilité est l'objectif, et la cohérence contribue à atteindre cet objectif.

La **vérifiabilité** est la qualité de l'information qui permet de garantir aux utilisateurs que les informations contenues dans les GPFR représentent fidèlement les phénomènes économiques et autres qu'elles prétendent représenter.



Constraints on Information Included in GPFRs

- Matérialité
- Coût-bénéfice
- Équilibre entre les caractéristiques qualitatives (CQ)

En plus des QC, le cadre **identifie des contraintes omniprésentes sur les informations** incluses dans les GPFR.

Une information est significative si son omission ou son inexactitude pourrait influencer l'exercice de ses responsabilités par l'entité ou les décisions que les utilisateurs prennent sur la base des GPFR de l'entité préparés pour cette période de reporting.

L'**importance relative** dépend à la fois de la nature et du montant de l'élément apprécié en fonction des circonstances particulières de chaque entité. Les GPFR peuvent englober des informations qualitatives et quantitatives sur les réalisations en matière de prestation de services au cours de la période de référence, ainsi que les attentes concernant la prestation de services et les résultats financiers à l'avenir. Par conséquent, il n'est pas possible de préciser un seuil quantitatif uniforme à partir duquel un type particulier d'information devient important.

L'information financière impose **des coûts**. Les avantages de l'information financière devraient justifier ces coûts. Évaluer si les **avantages** de la fourniture d'informations justifient les coûts qui y sont associés est souvent une question de jugement, car il n'est souvent pas possible d'identifier et/ou de quantifier tous les coûts et tous les avantages des informations incluses dans les GPFR.

Les caractéristiques qualitatives travaillent ensemble pour contribuer à l'utilité de l'information. Par exemple, ni une représentation qui représente fidèlement un phénomène non pertinent, ni une représentation qui représente infidèle un phénomène pertinent ne donnent lieu à des informations utiles. De même, pour être pertinente, l'information doit être opportune et compréhensible.

Le cadre conceptuel reconnaît que dans certains cas, un **équilibre ou un compromis** entre les caractéristiques qualitatives peut être nécessaire pour atteindre les objectifs de l'information financière. L'importance relative des caractéristiques qualitatives dans chaque situation est une question de jugement professionnel.

The Reporting Entity

- Gouvernement ou autre organisme du secteur public, programme ou domaine d'activité identifiable qui prépare les GPFR
- Principales caractéristiques
 - Collecte et utilisation des ressources ; et
 - Bénéficiaires de services ou prestataires de ressources dépendants des GPFR
- Peut comprendre deux ou plusieurs entités distinctes
- Une identité juridique distincte n'est pas essentielle

Le chapitre 4 du cadre conceptuel traite de l'entité déclarante, c'est-à-dire quels organismes doivent élaborer et émettre des GPFR.

Dans sa forme la plus simple, une entité déclarante du secteur public est un gouvernement ou une autre organisation, programme ou domaine d'activité identifiable du secteur public qui prépare des GPFR.

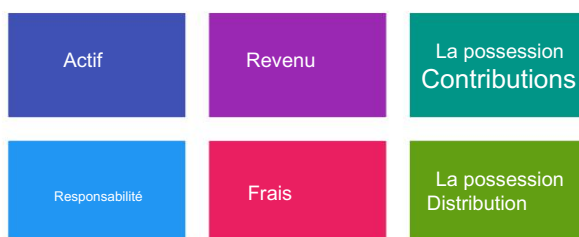
Les principales caractéristiques d'un périmètre comptable du secteur public sont les suivantes :

- Il s'agit d'une entité qui lève des ressources auprès de ou pour le compte de ses constituants et/ou utilise des ressources pour entreprendre des activités au profit ou pour le compte de ces constituants ; et
- Il existe des destinataires de services ou des fournisseurs de ressources qui dépendent des GPFR de l'entité pour obtenir des informations à des fins de responsabilisation ou de prise de décision.

Une entité déclarante du secteur public peut comprendre deux ou plusieurs entités distinctes qui présentent les GPFR comme s'il s'agissait d'une seule entité. Une telle entité déclarante est appelée entité déclarante de groupe.

Le gouvernement et de nombreuses entités du secteur public ont un cadre juridique distinct. Toutefois, une entité déclarante du secteur public peut être une organisation, un arrangement administratif ou un programme sans identité juridique distincte.

Elements in Financial Statements



Les états financiers décrivent les effets financiers des transactions et autres événements en les regroupant en grandes classes partageant des caractéristiques économiques communes. Ces grandes classes sont appelées éléments des états financiers. Les éléments sont les éléments de base à partir desquels les états financiers sont construits. Ces éléments constitutifs constituent un point initial pour l'enregistrement, la classification et l'agrégation des données et des activités économiques de manière à fournir aux utilisateurs des informations qui répondent aux objectifs de l'information financière et atteignent les caractéristiques qualitatives de l'information financière tout en tenant compte des contraintes sur les informations incluses dans GPFR.

Le cadre conceptuel définit les éléments suivants qui composent les états financiers :

Un **actif** est une ressource actuellement contrôlée par l'entité à la suite d'un événement passé. Un **passif** est une obligation actuelle de l'entité pour une sortie de ressources résultant d'un événement passé.

Les produits correspondent aux augmentations de la situation financière nette de l'entité, autres que les augmentations résultant des apports de propriété.

Les charges correspondent aux diminutions de la situation financière nette de l'entité, autres que les diminutions résultant des distributions de propriété.

Les apports de propriété sont des entrées de ressources dans une entité, apportées par des parties externes en leur qualité de propriétaires, qui établissent ou augmentent un intérêt dans la situation financière nette de l'entité.

Les distributions de propriété sont des sorties de ressources de l'entité, distribuées à des parties externes en leur qualité de propriétaires, qui restituent ou réduisent un intérêt dans la situation financière nette de l'entité.



Recognition in Financial Statements

- L'**élément** satisfait à la définition d'un élément
- Peut être mesuré de manière à :
 - Atteint des caractéristiques qualitatives ; et
 - Tient compte des contraintes
- Les critères de reconnaissance ne sont pas intégrés dans les définitions des éléments.

Le cadre conceptuel identifie les critères qui doivent être remplis pour qu'un élément soit comptabilisé dans les états financiers. La comptabilisation est le processus consistant à incorporer et à inclure dans les montants affichés dans les états financiers appropriés un élément qui répond à la définition d'un élément et peut être mesuré de manière à atteindre les caractéristiques qualitatives et à tenir compte des contraintes sur les informations incluses dans GPFR.

Les critères de reconnaissance sont de haut niveau.

Pour déterminer si un élément doit être reconnu, deux types d'incertitude doivent être pris en compte. La première est l'incertitude quant à savoir si la définition d'un élément a été satisfaite. La seconde est l'incertitude de mesure, c'est-à-dire si l'élément peut être mesuré de manière à atteindre les caractéristiques qualitatives.

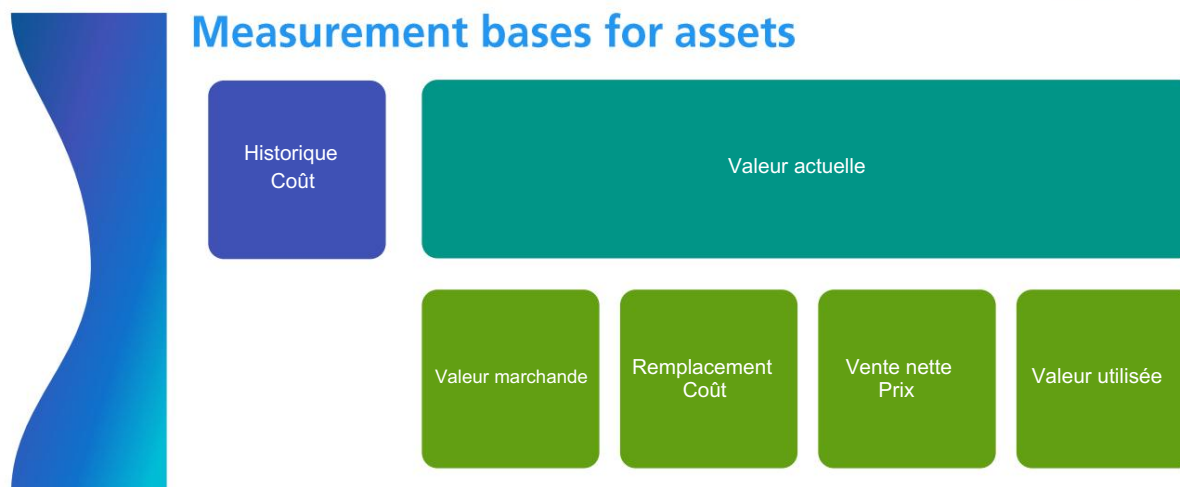
L'IPSASB a estimé que les définitions des éléments ne devraient pas contenir de critères de comptabilisation.

Par conséquent, un élément peut satisfaire à la définition d'un élément, mais ne pas répondre aux critères de comptabilisation car il ne peut pas être évalué de manière fiable.

Measurement of assets and liabilities in Financial Statements

L'objectif de l'évaluation est de sélectionner les bases d'évaluation qui reflètent le plus fidèlement le coût des services, la capacité opérationnelle et la capacité financière de l'entité d'une manière utile pour demander des comptes à l'entité et à des fins de prise de décision. Le cadre conceptuel identifie un certain nombre de bases de mesure pour mesurer les actifs et les passifs.

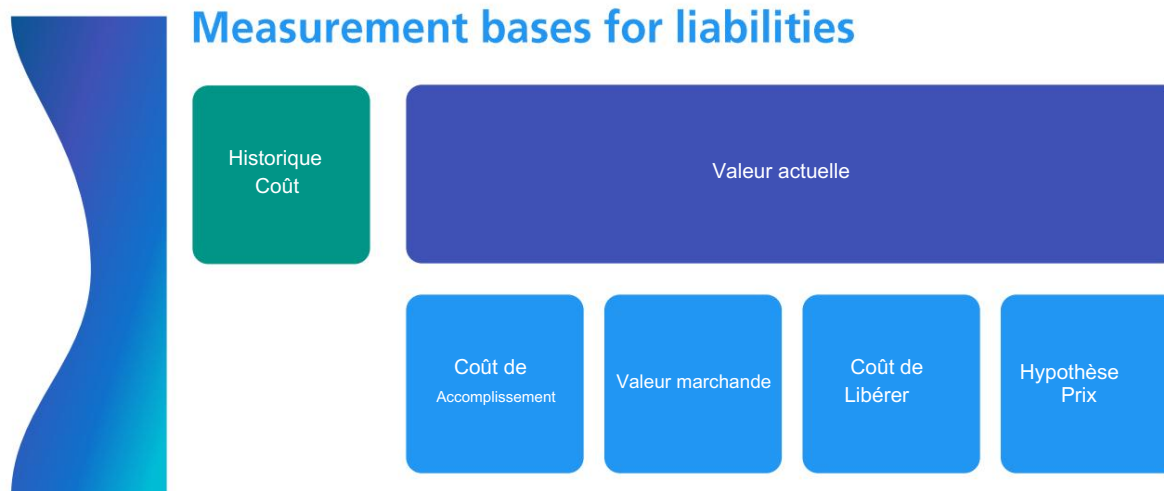
Measurement bases for assets



Le cadre identifie cinq bases de mesure des actifs et fournit des indications sur les circonstances de haut niveau, mais non spécifiques, dans lesquelles il est approprié de les appliquer. Après mûre réflexion, l'IPSASB a décidé de ne pas définir la « juste valeur », mais plutôt la **valeur de marché**. En outre, le cadre conceptuel suggère que, pour les entités adoptant les valeurs actuelles, le **coût de remplacement** peut être la base d'évaluation appropriée pour les actifs spécialisés détenus principalement pour la prestation de services, plutôt que pour la génération de flux de trésorerie.

Le **prix net de vente** et la **valeur d'utilité** sont également identifiés comme bases d'évaluation. Ils sont susceptibles d'être utilisés dans des circonstances plus limitées, par exemple lorsqu'une décision a été prise de vendre un actif et pour déterminer les dépréciations.

Measurement bases for liabilities



Il s'agit des bases de mesure identifiées dans le cadre conceptuel pour les passifs. Le **coût historique** est à nouveau identifié.

Le **coût d'exécution** est : les coûts que l'entité supportera pour remplir les obligations représentées par le passif, en supposant qu'elle le fasse de la manière la moins coûteuse.

Le **coût de libération** fait référence au montant d'une sortie immédiate de l'obligation. Le coût de libération est le montant que soit le créancier acceptera en règlement de sa créance, soit qu'un tiers facturera pour accepter le transfert de la responsabilité du débiteur.

Le prix de prise en charge est le montant que l'entité serait rationnellement disposée à accepter en échange de la prise en charge d'un passif existant.

Le coût d'exécution sera souvent la base de mesure pertinente, car dans le cas d'opérations sans échange dans le secteur public, il existe souvent des circonstances très limitées dans lesquelles un tiers acceptera le transfert d'une responsabilité, ou une preuve du montant qui qu'une entité serait rationnellement disposée à accepter en échange de la prise en charge d'un passif existant. Néanmoins, il peut y avoir des circonstances dans lesquelles le coût de libération et le prix d'hypothèse fournissent des informations pertinentes.



Presentation in General Purpose Financial Reports

- Sélection d'informations
- Localisation des informations
- Organisation des informations

Le cadre conceptuel adopte une perspective de présentation plus large, en considérant la manière dont les informations doivent être présentées dans les rapports financiers à usage général, et pas seulement dans les états financiers.

Les décisions sur la sélection des informations portent sur les informations qui sont déclarées :

- Dans les états financiers ; et
- Dans les GPFR hors comptes (autres GPFR).

Les décisions sur l'emplacement des informations sont prises concernant :

- Les informations des rapports financiers se trouvent à l'intérieur ; et
- L'élément d'information d'un rapport financier se trouve à l'intérieur.

L'organisation de l'information concerne la disposition, le regroupement et l'ordre des informations, ce qui inclut les décisions sur :

- Comment les informations sont organisées au sein d'un GPFR ; et
- La structure globale d'un GPFR.

Questions and Discussion

Cela conclut notre séance sur le cadre conceptuel. Les participants doivent se référer aux questions de révision pour tester leurs connaissances.

Visitez la page Web de l'IPSASB

<http://www.ipsasb.org>

Review Questions

question 1

En cas d'incohérence entre une IPSAS et le cadre conceptuel, les préparateurs doivent appliquer le cadre conceptuel.

Vrai ou faux?

question 2

Quelles sont les caractéristiques du secteur public que l'IPSASB a identifiées comme étant à la base du développement des IPSAS et qui sont abordées dans la préface du cadre conceptuel du secteur public ?

question 3

Les éléments sont les éléments de base à partir desquels les états financiers sont construits.

Quels éléments le cadre conceptuel identifie-t-il ?

Answers to Review Questions

question 1

La bonne réponse est fausse.

Le cadre conceptuel n'établit pas d'exigences faisant autorité en matière d'information financière pour les entités du secteur public qui adoptent les IPSAS, et il ne remplace pas non plus les exigences des IPSAS ou des RPG. Les exigences faisant autorité relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des transactions et autres événements et activités sont spécifiées dans les IPSAS. En cas de conflit entre les exigences d'une IPSAS et celles du cadre conceptuel, les entités doivent suivre les IPSAS.

question 2

Les principales caractéristiques du secteur public qui sont reconnues et prises en compte dans le cadre conceptuel du secteur public sont :

- Le volume et l'importance financière des transactions sans échange, y compris les transactions involontaires.
transactions
- L'importance du budget approuvé • La nature et la finalité
des actifs du secteur public • La longévité du secteur public et la nature des
programmes du secteur public • Le rôle réglementaire des entités du secteur public • La relation avec les
rapports statistiques

question 3

Les éléments identifiés dans le cadre conceptuel sont :

- Un **actif** est une ressource actuellement contrôlée par l'entité à la suite d'un événement passé. • Un **passif** est une obligation actuelle de l'entité relative à une sortie de ressources résultant d'un événement.
- Les **produits correspondent** aux augmentations de la situation financière nette de l'entité, autres que les augmentations résultant de apports de propriété.
- Les **charges** correspondent aux diminutions de la situation financière nette de l'entité, autres que les diminutions résultant de répartitions de la propriété.
- Les **apports de propriété** sont des entrées de ressources dans une entité, apportées par des parties externes en leur qualité de propriétaires, qui établissent ou augmentent un intérêt dans la situation financière nette de l'entité.
- Les **distributions de propriété** sont des sorties de ressources de l'entité, distribuées à des parties externes en leur qualité de propriétaires, qui restituent ou réduisent un intérêt dans la situation financière nette de l'entité.

Recommended Practice Guidelines



Recommended Practice Guidelines

- RPG 1, Rapports le Durabilité à long terme sur un Finances de l'entité
- RPG 2, Analyse des états financiers et Analyse
- RPG 3, Informations sur les performances du service de reporting.

L'IPSASB a élaboré des lignes directrices de pratiques recommandées pour traiter les domaines de l'information financière à usage général qui ne relèvent pas des états financiers. Parce qu'ils traitent souvent de domaines de reporting en évolution ou en développement, les RPG ne sont pas obligatoires.

RPG 1, Reporting on the Long-Term Sustainability of Public Finance

Les lignes directrices sur les pratiques recommandées (RPG) fournissent des orientations sur la communication d'informations sur la viabilité à long terme des finances d'une entité du secteur public (« déclaration d'informations sur la viabilité budgétaire à long terme »). Le RPG fournit également des informations sur l'impact des politiques actuelles et des décisions prises à la date de clôture sur les entrées et sorties futures et complète les informations contenues dans les états financiers à usage général (« états financiers »).

L'objectif de ce reporting est de fournir une indication de la viabilité projetée à long terme des finances d'une entité sur un horizon temporel spécifié, conformément aux hypothèses énoncées.

Les états financiers sont au cœur de l'information financière. Cependant, ils ne fournissent pas d'informations sur (a) les entrées de ressources attendues qui seront réalisées dans le futur mais ne sont pas comptabilisées comme des actifs à la date de reporting ou (b) les obligations futures qui ne sont pas comptabilisées comme des passifs à la date de reporting. Les informations sur la viabilité à long terme des finances d'une entité peuvent donc compléter les informations contenues dans les états financiers et contribuer à atteindre les objectifs de l'information financière.



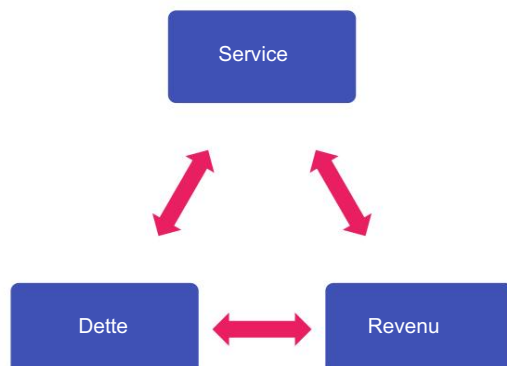
Long-Term Fiscal Sustainability Information under RPG 1

- Projections des entrées et sorties futures, qui peuvent être affichées sous forme de tableaux ou des formats graphiques, et une discussion narrative expliquant les projections
- Une discussion narrative sur les dimensions de la viabilité budgétaire à long terme, y compris indicateurs utilisés pour représenter les dimensions ; et
- Une discussion narrative des principes, des hypothèses et de la méthodologie qui sous-tendent le projections.

Selon le RPG 1, les informations sur la viabilité budgétaire à long terme incluent généralement les informations ci-dessus.

Une entité présente des projections d'entrées et de sorties futures, y compris les dépenses d'investissement qui sont préparées sur la base d'hypothèses politiques actuelles et d'hypothèses concernant les conditions économiques et autres futures.

Dimensions of Long-Term Fiscal Sustainability



Les trois dimensions sont interdépendantes puisque les changements dans une dimension affectent les autres dimensions. Par exemple, les futurs services et droits des bénéficiaires (la dimension service) sont financés par les revenus et/ou la dette. Une seule dimension peut être analysée en maintenant constantes les deux autres dimensions. Par exemple, en maintenant constants les niveaux de services et de revenus existants, une entité peut illustrer l'effet de telles hypothèses sur le niveau d'endettement. Les relations entre les dimensions de la viabilité budgétaire à long terme sont illustrées dans le RPG.

Il y a deux aspects à chaque dimension : la capacité et la vulnérabilité. La capacité est la capacité de l'entité à changer ou à influencer la dimension, et la vulnérabilité est le degré de dépendance de l'entité à l'égard de facteurs échappant à son contrôle ou à son influence.

RPG 2, Discussion et analyse des états financiers

Cette ligne directrice de pratiques recommandées (RPG) fournit des conseils pour la préparation et la présentation des discussions et analyses des états financiers. La discussion et l'analyse des états financiers aident les utilisateurs à comprendre la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie présentés dans les états financiers à usage général (ci-après dénommés « états financiers »).

RPG 2: Financial statement discussion and analysis

Une explication des éléments, transactions et événements importants présentés dans les états financiers d'une entité et des facteurs qui les ont influencés.

La discussion et l'analyse des états financiers fournissent des informations utiles aux utilisateurs à des fins de responsabilité et de prise de décision en leur permettant d'avoir un aperçu des opérations de l'entité du point de vue de l'entité elle-même. Il offre également la possibilité de refléter l'interprétation que l'entité donne des éléments, transactions et événements importants affectant la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de l'entité. Par conséquent, l'analyse des états financiers complète les informations contenues dans les états financiers.

Le contenu des discussions et analyses des états financiers doit être cohérent avec les états financiers et les éléments, transactions et événements sous-jacents, ainsi qu'avec les hypothèses telles que celles relatives à la comptabilisation et à l'évaluation.



RPG 2: Information to be Provided

- Aperçu des opérations
- Objectifs et stratégies
- Analyse des états financiers
- Principaux risques et incertitudes.

La discussion et l'analyse des états financiers doivent inclure les éléments suivants, sans se contenter de reproduire les informations contenues dans les états financiers :

- a) Un aperçu des opérations de l'entité et de l'environnement dans lequel elle opère ; b) Des informations sur les objectifs et les stratégies de l'entité ; c) Une analyse des états financiers de l'entité, y compris les changements et tendances significatifs d'un point de vue la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie de l'entité ; et
- d) Une description des principaux risques et incertitudes de l'entité qui affectent sa situation financière, sa performance financière et ses flux de trésorerie, une explication de l'évolution de ces risques et incertitudes depuis la dernière date de clôture et ses stratégies pour supporter ou atténuer ces risques et incertitudes.

RPG 3, Reporting Service Performance Information

La fonction première des gouvernements et de la plupart des entités du secteur public est de fournir des services aux citoyens.

Les utilisateurs de rapports financiers à usage général (GPFR) ont besoin d'informations sur la performance des services pour tenir les entités responsables et prendre des décisions, y compris des décisions concernant les ressources affectées aux services.

Le reporting des informations sur les performances du service prend en charge la déclaration par les entités d'informations sur les performances des services de haute qualité.



RPG 3: Information to be Provided

- Objectifs de performance des services
- Des indicateurs de performance
- Coût total.

Les informations sur la performance des services sont des informations sur les services que l'entité fournit, les objectifs de performance des services d'une entité et le degré de réalisation de ces objectifs.



Service Performance Objectives

- Un objectif de performance de service est une description du ou des résultats planifiés qu'une entité cherche à atteindre, exprimés en termes d'intrants, de produits, de résultats ou d'efficacité.

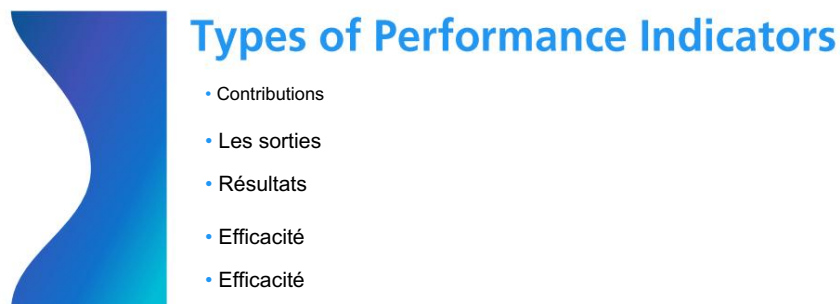
Les objectifs de performance du service peuvent être exprimés à l'aide d'indicateurs de performance d'intrants, de produits, de résultats ou d'efficacité ; ou par une combinaison d'un ou plusieurs de ces quatre indicateurs de performance. Un objectif de performance de service peut également être exprimé à l'aide d'une description narrative d'un état futur souhaité résultant de la fourniture de services.

Des indicateurs de performance

Les indicateurs de performance peuvent être des mesures quantitatives, des mesures qualitatives et/ou des descriptions qualitatives de la nature et de la mesure dans laquelle une entité utilise des ressources, fournit des services et atteint ses objectifs de performance en matière de services.

Atteinte des objectifs de performance des services

Les informations sur la performance du service présentées doivent être adaptées aux objectifs de performance du service de l'entité. Les informations sur les performances réelles des services peuvent inclure des indicateurs de performance en matière d'efficacité.



Les types d'indicateurs de performance sont les suivants :

- Entrées : les entrées sont les ressources utilisées par une entité pour fournir des sorties.
- Résultats : les résultats sont les services fournis par une entité à des destinataires externes à l'entité.
- Résultats : les résultats sont les impacts sur la société, qui résultent de, ou sont raisonnablement attribuable aux extrants de l'entité.
- Efficience : L'efficience est la relation entre (a) les intrants et les extrants, ou (b) les intrants et les résultats.
- Efficacité : l'efficacité est la relation entre les résultats réels et la performance du service. objectifs.

Principes de présentation des informations sur la performance des services

La présentation des informations sur la performance du service doit être adaptée aux objectifs de performance du service de l'entité. Il doit clarifier la relation entre les objectifs de performance de service de l'entité et ses réalisations en matière de performance de service.

La présentation des informations sur la performance des services doit répondre aux caractéristiques qualitatives de l'information financière.

Les contraintes omniprésentes sur les informations contenues dans les GPFR devraient également être appliquées aux informations sur les performances des services.

Les informations sur la performance du service présentées doivent tenir compte des circonstances spécifiques de l'entité.

Questions and Discussion

Cela conclut notre séance sur les lignes directrices de pratiques recommandées (RPG). Les participants doivent se référer aux questions de révision pour tester leurs connaissances.

Visitez la page Web de l'IPSASB

<http://www.ipsasb.org>

Review Questions

question 1

Lequel des énoncés suivants décrit le mieux les lignes directrices en matière de pratiques recommandées ?

- a) Des indications obligatoires sur les domaines de l'information financière à usage général qui ne relèvent pas du domaine financier. déclarations;
- b) Des orientations obligatoires sur les domaines de l'information financière à usage général au sein du secteur financier. déclarations; ou
- c) Directives non obligatoires sur les domaines de l'information financière à usage général qui ne relèvent pas des états financiers.

question 2

Quelles sont les trois dimensions de la viabilité budgétaire à long terme ?

question 3

Quel type d'indicateur de performance évalue la relation entre les résultats réels et les objectifs de performance du service ?

Answers to Review Questions

question 1

La bonne réponse est (c) des indications non obligatoires sur les domaines de l'information financière à usage général qui ne relèvent pas des états financiers.

Des lignes directrices sur les pratiques recommandées ont été élaborées pour traiter les domaines de l'information financière à usage général qui ne relèvent pas des états financiers. Parce qu'elles portent souvent sur des domaines de reporting en évolution ou en développement, les lignes directrices sur les pratiques recommandées ne sont pas obligatoires.

question 2

Les trois dimensions de la viabilité budgétaire à long terme sont les suivantes :

- a) Dimension service b)
- Dimension revenus c)
- Dimension dette.

question 3

Le type d'indicateur de performance qui évalue la relation entre les résultats réels et les objectifs de performance du service est l'efficacité.

Les autres types d'indicateurs de performance sont :

- Entrées : les entrées sont les ressources utilisées par une entité pour fournir des sorties. •
- Résultats : les résultats sont les services fournis par une entité à des destinataires externes à l'entité. • Résultats : les résultats sont les impacts sur la société, qui résultent de, ou sont raisonnablement attribuable aux extrants de l'entité.
- Efficience : L'efficience est la relation entre (a) les intrants et les extrants, ou (b) les intrants et les résultats.

Financial Reporting under the Cash Basis of Accounting

Cash Basis IPSAS

L'IPSASB considère qu'il s'agit d'une avancée importante dans l'amélioration de la cohérence et de la comparabilité de l'information financière selon la comptabilité de caisse et encourage l'adoption de cette norme. Toutefois, l'adoption de ces IPSAS ne doit pas être considérée comme la fin du voyage. L'IPSASB encourage les gouvernements à progresser vers la comptabilité d'exercice et à harmoniser les exigences nationales avec les IPSAS préparées pour être appliquées par les entités adoptant la comptabilité d'exercice. Les entités qui envisagent d'adopter la comptabilité d'exercice à un moment donné dans le futur pourront trouver utiles d'autres publications de l'IPSASB, en particulier [l'étude 14, Transition vers la comptabilité d'exercice : lignes directrices à l'intention des gouvernements et des entités gouvernementales](#).



Structure of Standard

- Deux parties
- Partie 1 – Obligatoire
- Partie 2 – Divulgations supplémentaires encouragées.

Les normes IPSAS base de trésorerie comportent deux parties.

La partie 1 est obligatoire. Cette partie énonce les exigences applicables à toutes les entités préparant des états financiers à usage général selon la comptabilité de caisse. Partie 1:

- Définit la comptabilité de caisse ;
- Établit les exigences relatives à la divulgation d'informations dans les états financiers et notes justificatives ; et
- Traite un certain nombre de problèmes spécifiques en matière de reporting.

Une entité qui prétend présenter des informations selon les IPSAS basées sur la trésorerie doit se conformer à toutes les exigences de cette partie de la Norme.

La partie 2 n'est pas obligatoire. Il identifie des méthodes comptables et des informations à fournir supplémentaires qu'une entité est encouragée à adopter. Celles-ci visent à améliorer sa responsabilité financière et la transparence de ses états financiers. La partie 2 comprend également des explications sur des méthodes alternatives de présentation de certaines informations.



Objective

- Prescrire la manière dont les états financiers à usage général doivent être présenté selon la méthode de comptabilité de caisse
- Les informations sur les encaissements, les décaissements et les soldes de trésorerie d'une entité sont nécessaire à des fins de responsabilisation et fournit des informations utiles pour les évaluations de la capacité de l'entité à générer des liquidités adéquates à l'avenir et les sources probables et les utilisations de l'argent liquide.

L'objectif des IPSAS base de trésorerie est de prescrire la manière dont les états financiers à usage général doivent être présentés selon la comptabilité de caisse.

Les informations sur les entrées de trésorerie, les paiements de trésorerie et les soldes de trésorerie d'une entité sont nécessaires à des fins de responsabilisation et fournissent des données utiles pour évaluer la capacité de l'entité à générer une trésorerie adéquate à l'avenir ainsi que les sources et utilisations probables de la trésorerie. Dans la prise et l'évaluation des décisions

concernant l'allocation des ressources de trésorerie et la durabilité des activités de l'entité, les utilisateurs doivent comprendre le calendrier et la certitude des encaissements et des paiements en espèces.

Le respect des exigences et des encouragements de la Norme améliorera l'information financière complète et transparente sur les encaissements, les paiements en espèces et les soldes de trésorerie de l'entité. Cela améliorera également la comparabilité avec les états financiers de l'entité des périodes précédentes et avec les états financiers d'autres entités qui adoptent la comptabilité de caisse.

Les informations requises par les IPSAS base de trésorerie concernent uniquement les encaissements, les paiements en espèces et les soldes de trésorerie. Il s'agit de beaucoup moins d'informations que celles fournies dans le cadre de la comptabilité d'exercice.

Definitions

- Espèces
 - Trésorerie, dépôts à vue et équivalents de trésorerie.
- Base de trésorerie
 - Une base comptable qui comptabilise les transactions et autres événements uniquement lorsque les espèces sont reçues ou payées.
- Equivalents de trésorerie
 - Placements à court terme très liquides, facilement convertibles en montants de liquidités connus et soumis à un risque insignifiant de changement de valeur. ◦ Généralement trois mois ou moins jusqu'à l'échéance.

L'IPSAS base de trésorerie comprend d'autres définitions :

- Les flux de trésorerie sont des entrées et des sorties de liquidités.
- Les paiements en espèces sont des sorties de fonds.
- Les rentrées de fonds sont des entrées de trésorerie.
- Le contrôle de la trésorerie apparaît lorsque l'entité peut utiliser ou autrement bénéficier de la trésorerie dans la poursuite de ses objectifs. L'entité peut exclure ou réglementer l'accès d'autrui à cet avantage.

Étant donné que la définition de la trésorerie utilisée dans les IPSAS basées sur la trésorerie inclut les équivalents de trésorerie, elle est cohérente avec la définition de la trésorerie et des équivalents de trésorerie utilisée dans [IPSAS 2, États des flux de trésorerie](#).

Financial Statements

- Un état des entrées et sorties de trésorerie qui reconnaît toutes les entrées et sorties de trésorerie, ainsi que les soldes de trésorerie contrôlés par l'entité ;
- Politiques comptables et notes explicatives ; et
- Lorsque l'entité rend public son budget approuvé, une comparaison des montants budgétaires et réels soit sous forme d'états financiers supplémentaires distincts, soit sous forme de colonne budgétaire dans l'état des entrées et sorties de trésorerie.

L'état des entrées et sorties de trésorerie reconnaît l'ensemble des entrées, sorties de trésorerie et soldes de trésorerie contrôlés par l'entité. Il est important de savoir quand une entité contrôle la trésorerie.

Les montants déposés sur le compte bancaire d'une entité sont contrôlés par cette entité. Dans certains cas, les espèces qu'une entité gouvernementale :

- a) Collecte au nom de son gouvernement (ou d'une autre entité) et déposée sur son propre compte bancaire avant virement aux recettes consolidées ou à un autre compte des administrations publiques ; et
- b) Doit être transféré à des tiers au nom de son gouvernement et est initialement déposé sur son propre compte bancaire avant d'être transféré au destinataire autorisé.

Dans ces cas, l'entité contrôlera les liquidités uniquement pendant la période pendant laquelle les liquidités résident sur son compte bancaire avant d'être transférées aux revenus consolidés ou à un autre compte bancaire contrôlé par le gouvernement, ou à des tiers.

Les entités peuvent choisir de divulguer des informations supplémentaires. Lorsque ces informations complémentaires ne sont pas préparées selon la comptabilité de caisse, elles sont présentées en annexe. Les informations fournies doivent être clairement décrites et facilement compréhensibles.

Information to be Presented

- Total des entrées et sorties de fonds
 - Classification appropriée aux opérations de l'entité
- Soldes de trésorerie d'ouverture et de clôture
 - Les soldes non disponibles pour l'usage de l'entité ou soumis à des restrictions externes sont présentés dans les notes.
- Montants – Base Brut, sauf :
 - Transactions administrées pour le compte d'une autre entité
 - Articles pour lesquels la rotation est rapide, les montants sont importants et les échéances sont court.

L'état des entrées et sorties de trésorerie doit présenter les montants suivants pour la période de reporting :

- Total des encaissements de l'entité montrant séparément une sous-classification du total des encaissements en utilisant une base de classement adaptée aux opérations de l'entité ;
- Total des paiements en espèces de l'entité montrant séparément une sous-classification du total des paiements en espèces utiliser une base de classement appropriée aux opérations de l'entité ; et
- Soldes de trésorerie d'ouverture et de clôture de l'entité.

Une entité doit indiquer dans les notes annexes accompagnées d'un commentaire, la nature et le montant de :

- Soldes de trésorerie importants qui ne sont pas disponibles pour être utilisés par l'entité ;
- Des soldes de trésorerie importants soumis à des restrictions externes ; et
- Facilités d'emprunt non utilisées qui peuvent être disponibles pour des activités d'exploitation futures et pour régler le capital. engagements, indiquant toute restriction à l'utilisation de ces installations.

Le total des encaissements et des paiements en espèces, ainsi que les encaissements et les paiements en espèces pour chaque sous-classe d'encaissements et de paiements, doivent être déclarés sur une base brute, sauf que les encaissements et les paiements peuvent être déclarés sur une base nette lorsque :

- Ils proviennent d'opérations que l'entité administre pour le compte de tiers et qui sont comptabilisées dans l'état des entrées et sorties de trésorerie ; ou
- Ils concernent des articles pour lesquels la rotation est rapide, les montants sont importants et les échéances sont court.

Les postes, rubriques et sous-totaux doivent être présentés dans l'état des entrées et sorties de trésorerie lorsqu'une telle présentation est nécessaire pour présenter fidèlement les entrées de trésorerie, les sorties de trésorerie et les soldes de trésorerie de l'entité.

Le choix par une entité des classifications des entrées et sorties de trésorerie présentées relève du jugement professionnel. Les IPSAS base de trésorerie fournissent des indications sur cette sélection, ainsi que des exemples de différentes classifications qui peuvent être appropriées pour certaines entités :

« Le total des rentrées de fonds peut être classé pour, par exemple, identifier séparément les rentrées de fonds provenant : de l'impôt ou de l'appropriation ; subventions et dons; emprunts; le produit de la cession d'immobilisations corporelles ; et d'autres activités continues de prestation de services et de commerce. Le total des paiements en espèces peut être classé pour, par exemple, identifier séparément les paiements en espèces concernant : les activités de prestation de services en cours, y compris les transferts aux constituants ou à d'autres gouvernements ou entités ; programmes de réduction de la dette; acquisitions d'immobilisations corporelles; et toute activité commerciale. Des présentations alternatives sont également possibles, par exemple le total des rentrées de trésorerie peut être classé en fonction de leur source et les paiements en espèces peuvent être sous-classés en fonction soit de la nature des paiements, soit de leur fonction ou programme au sein de l'entité, selon le cas.

Payments by Function

Un exemple de la façon dont les paiements en espèces pourraient être classés selon leur fonction est présenté ci-dessous.

	200X Paiements	200X-1 Paiements
Services de santé	(X)	(X)
Services éducatifs	(X)	(X)
Acquisitions de capitaux	(X)	(X)
Coûts d'emprunt	(X)	(X)
Autre	(X)	(X)
Paiements totaux	(X)	(X)

Payments by Nature

Un exemple de la façon dont les paiements en espèces pourraient être classés selon leur nature est présenté ci-dessous.

	200X Paiements	200X-1 Paiements
Salaires et traitements	(X)	(X)
Les coûts de transport	(X)	(X)
Acquisitions de capitaux	(X)	(X)
Coûts d'emprunt	(X)	(X)
Autre	(X)	(X)
Paiements totaux	(X)	(X)

Notes and Accounting Policies

- Remarques
 - Base de préparation
 - Politiques comptables spécifiques
 - Informations complémentaires nécessaires à une présentation juste
 - Présenté de manière systématique
- Les règles comptables
 - Chaque politique nécessaire à une bonne compréhension
- Erreurs corrigées dans le solde de trésorerie d'ouverture
 - Période Comparative Retraitée.

Les notes annexes aux états financiers d'une entité doivent :

- Présenter des informations sur la base de préparation des états financiers et les méthodes comptables spécifiques sélectionnées et appliquées pour les transactions et autres événements significatifs ; et
- Fournir des informations supplémentaires qui ne sont pas présentées dans le corps des états financiers mais qui sont nécessaires à une présentation fidèle des entrées de trésorerie, des paiements de trésorerie et des soldes de trésorerie de l'entité.

Les notes annexes aux états financiers doivent être présentées de manière systématique. Chaque élément de l'état des entrées et sorties de trésorerie et des autres états financiers doit contenir des références croisées avec toute information connexe contenue dans les notes.

La section Méthodes comptables des notes aux états financiers doit décrire chaque méthode comptable spécifique nécessaire à une bonne compréhension des états financiers, y compris la mesure dans laquelle l'entité a appliqué les dispositions transitoires des IPSAS base de trésorerie.

Les traitements comptables inappropriés ne sont corrigés ni par la divulgation des méthodes comptables utilisées, ni par des notes ou des documents explicatifs.

Lorsqu'une erreur survient par rapport à un solde de trésorerie déclaré dans les états financiers, le montant de l'erreur liée aux périodes précédentes doit être déclaré en ajustant la trésorerie au début de la période.

Les informations comparatives doivent être reformulées, à moins que cela ne soit impossible en pratique.

Budget (Where Made Publicly Available)

- Budgets initiaux et finaux
- Montants réels sur une base comparable
- Explication des différences importantes
 - Divulgation de notes
 - Autres documents (références croisées) lorsque disponibles
- Rapprochement des montants réels sur une base comparable et des montants réels dans le États financiers.

Une entité qui rend public son(s) budget(s) approuvé(s) doit présenter une comparaison des montants budgétaires et des montants réels soit sous forme d'état financier supplémentaire distinct, soit sous forme de colonnes budgétaires supplémentaires dans l'état des entrées et sorties de trésorerie.

La comparaison des montants budgétaires et réels doit présenter séparément pour chaque niveau de contrôle législatif :

- Les montants du budget initial et final ;
- Les montants réels sur une base comparable ; et
- Par voie de notes, une explication des différences importantes entre le budget et les montants réels (à moins qu'une telle explication ne soit incluse dans d'autres documents publics publiés conjointement avec les états financiers et qu'un renvoi à ces documents soit fait dans les notes) .

Une entité peut présenter une comparaison des montants budgétaires et réels sous forme de colonnes budgétaires supplémentaires dans l'état des entrées et sorties de trésorerie uniquement lorsque les états financiers et le budget sont préparés sur une base comparable.

Les montants réels présentés sur une base comparable au budget doivent, lorsque les états financiers et le budget ne sont pas préparés sur une base comparable, être rapprochés du total des entrées de trésorerie et du total des paiements en espèces, en identifiant séparément toute différence de base, de calendrier et d'entité. Le rapprochement peut être indiqué dans l'état de comparaison des montants budgétaires et réels ou dans les notes annexes aux états financiers.

Part 2: Encouraged Additional Disclosures

- Continuité de l'exploitation
- Transactions administrées
- Principales classes de flux de trésorerie
- Informations concernant les parties liées
- Actifs, passifs, revenus et dépenses
- Comparaison avec le budget
- États financiers consolidés
- Accords conjoints
- Paiements par des tiers
- Bénéficiaires de l'aide extérieure et autre
- Format du relevé des flux de trésorerie.

Continuité de l'exploitation

Les entités sont encouragées à évaluer leur capacité à poursuivre leur activité. La divulgation d'incertitudes significatives liées à des événements ou à des conditions qui peuvent jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

Les IPSAS base de trésorerie notent que la détermination de la continuité d'exploitation d'une entité est principalement pertinente pour les entités individuelles plutôt que pour l'État dans son ensemble.

Transactions administrées

Une entité est encouragée à fournir le montant et la nature des flux de trésorerie et des soldes de trésorerie résultant de transactions administrées par l'entité en tant qu'agent pour le compte de tiers lorsque ces montants échappent au contrôle de l'entité.

Principales classes de flux de trésorerie

Une entité est encouragée à fournir :

- a) Une analyse du total des paiements en espèces utilisant une classification basée soit sur la nature des paiements ou leur fonction au sein de l'entité, le cas échéant ; et
- b) Produits des emprunts. En outre, le montant des emprunts peut être classé en types et source.

Informations concernant les parties liées

Une entité est encouragée à fournir les informations requises par IPSAS 20, Informations relatives aux parties liées (voir module Présentation).

Actifs, passifs, revenus et dépenses

Une entité est encouragée à fournir des informations sur ses actifs, ses passifs, ses revenus et ses dépenses.

La divulgation d'informations sur les actifs, les passifs et les coûts et revenus de programmes et d'activités particuliers renforcera la responsabilisation et fournira des informations utiles à des fins de prise de décision.

De telles informations peuvent ne pas être exhaustives au premier abord ; les entités sont encouragées à les développer et à les développer progressivement à mesure qu'elles progressent vers l'adoption complète des IPSAS sur la comptabilité d'exercice.

Comparaison avec le budget

Si l'entité ne rend pas public son budget approuvé, elle est néanmoins encouragée à divulguer une comparaison des montants réels avec les budgets. Les entités qui rendent leur budget public sont tenues de divulguer une comparaison du budget et des montants réels (voir **plus haut** dans ce module).

Accords conjoints

Une entité est encouragée à fournir des informations sur les partenariats qui sont nécessaires à une présentation fidèle des entrées et sorties de trésorerie de l'entité au cours de la période et des soldes de trésorerie à la date de clôture.

Paievements effectués par des tiers pour le compte de l'entité

Lorsqu'au cours de la période de reporting, une entité déclarante a été formellement informée que des paiements ont été effectués pour régler directement ses obligations ou acheter des biens et services pour son bénéfice par des tiers (ou lorsque l'entité a par ailleurs vérifié que de tels paiements ont été effectués), l'entité est encouragée à divulguer :

- a) Le total des paiements effectués par ces tiers ; et
- b) Une sous-classification du montant total de ces paiements en utilisant une base de classification appropriée au fonctionnement de l'entité.

Format du tableau des flux de trésorerie

Une entité qui achève d'adopter les normes IPSAS de comptabilité d'exercice est encouragée à présenter un état des entrées et sorties de trésorerie dans le même format que celui requis par IPSAS 2, États des flux de trésorerie.

Consolidated Financial Statements

Définitions

- Entité contrôlée
 - Entité qui est sous le contrôle d'une autre entité
- Entité contrôlante
 - Entité qui a une ou plusieurs entités contrôlées
- Entité économique
 - Une entité contrôlante et ses entités contrôlées

Procédures de consolidation

- Soldes de trésorerie et transactions entièrement éliminés
- Ajustements pour :
 - Différentes périodes comptables
 - Différentes politiques comptables.

Une entité contrôlante est encouragée à présenter des états financiers consolidés qui consolident toutes ses entités contrôlées, étrangères et nationales, en appliquant les procédures de consolidation suivantes :

- un) Les soldes de trésorerie et les transactions en espèces entre entités au sein de l'entité économique sont entièrement éliminés ;
- b) Lorsque les états financiers utilisés dans une consolidation sont établis à des dates de clôture différentes, des ajustements sont effectués pour tenir compte des effets des transactions de trésorerie significatives survenues entre ces dates et la date des états financiers de l'entité contrôlante ; et

- c) Les états financiers consolidés sont préparés selon des méthodes comptables uniformes pour des transactions en espèces similaires. S'il n'est pas possible d'utiliser des méthodes comptables uniformes lors de la préparation des états financiers consolidés, ce fait doit être indiqué ainsi que les proportions des éléments des états financiers consolidés auxquels les différentes méthodes comptables ont été appliquées.

Scenario

- Le ministère A contrôle les agences B et C.
- Le ministère A déclare des recettes de 10 000 000 \$ et des paiements de 9 000 000 \$.
- L'agence B déclare des recettes de 2 000 000 \$ et des paiements de 2 100 000 \$. Les recettes comprennent 1 500 000 \$ (crédits) du ministère A et 300 000 \$ (paiement des services) de l'agence C.
- L'agence C déclare des recettes de 1 000 000 \$ et des paiements de 900 000 \$.
- Quels sont les reçus du groupe et le total des paiements ?.

Répondre:

Reçus	Ministère A	Agence B	Agence C	TOTAL
Signalé	10 000 000	2 000 000	1 000 000	13 000 000

Éliminer:

Le ministère A paie l'agence B	(1 500 000)			(1 500 000)
L'agence C paie l'agence B		(300 000)		(300 000)
TOTAL	10 000 000	200 000	1 000 000	11 200 000

Paiements	Ministère A	Agence B	Agence C	TOTAL
Signalé	9 000 000	2 100 000	900 000	12 000 000

Éliminer:

Le ministère A paie l'agence B	(1 500 000)			(1 500 000)
L'agence C paie l'agence B			(300 000)	(300 000)
TOTAL	7 500 000	2 100 000	600 000	10 200 000

Le total consolidé des recettes est de 11 200 000 \$ et le total consolidé des paiements est de 10 200 000 \$.

External Assistance and Other Assistance

L'IPSAS base de trésorerie comprend les définitions suivantes relatives à l'assistance extérieure et à toute autre assistance :

External Assistance

- L'Assistance Externe désigne toutes les ressources officielles que le bénéficiaire peut utiliser ou bénéficier autrement dans la poursuite de ses objectifs.
- Ressources officielles désigne tous les prêts, subventions, assistance technique, garanties ou autres formes d'assistance fournis ou engagés dans le cadre d'un accord contraignant par des agences d'aide extérieure multilatérales ou bilatérales ou par un gouvernement, ou des agences d'un gouvernement, autres qu'à un bénéficiaire du même pays que le gouvernement ou l'agence gouvernementale fournissant ou s'engageant à fournir l'assistance.
 - Bilatéral, par exemple USAID, Agence suisse pour le développement et la coopération
 - Multilatéral, par exemple Banque mondiale, FMI, Nations Unies.

Les IPSAS base de trésorerie définissent les agences d'aide extérieure bilatérales et multilatérales comme suit :

- Les agences bilatérales d'aide extérieure sont des agences établies en vertu de la loi nationale, de la réglementation ou de toute autre autorité d'un pays dans le but de, ou incluant le but de, de fournir une partie ou la totalité de l'aide extérieure de ce pays.
- Les agences multilatérales d'aide extérieure sont toutes les agences établies en vertu d'un accord ou d'un traité international dans le but de, ou incluant le but de, fournir une aide extérieure.

Le fait que ces agences soient établies par la loi par les gouvernements les distingue des organisations non gouvernementales (ONG).

Other Assistance

Autre aide désigne les ressources fournies par des organisations non gouvernementales (ONG) et les cadeaux et dons ou autres formes d'assistance fournis volontairement par des individus et des organisations du secteur privé que le bénéficiaire peut utiliser ou bénéficier d'une autre manière dans la poursuite de ses objectifs. Les autres aides n'incluent pas les ressources officielles, les taxes, les amendes et les frais, les ressources fournies dans le cadre d'une transaction d'échange ou les ressources fournies par le gouvernement ou les agences d'un gouvernement du même pays que le bénéficiaire.

External and Other Assistance – Encouraged Disclosures

- Montant total de l'aide reçue en espèces
- Assistance totale versée par des tiers pour régler directement les obligations de l'entité ou acheter des biens et des services en son nom lorsque cela est conseillé par le tiers ou autrement vérifié par le bénéficiaire.
- Le montant total de l'aide reçue sous forme de prêts et de subventions
- Catégories importantes de prestataires d'assistance et montant fourni
- Par catégorie et montant importants, les fins pour lesquelles l'aide a été reçue et utilisé
- Le solde des prêts et subventions d'aide extérieure non utilisés disponibles au moment de la déclaration. date.

Les entités sont encouragées à divulguer séparément l'aide externe reçue et les autres aides reçues.

Les détails complets des divulgations encouragées pour l'aide extérieure sont les suivants : les entités sont également encouragées à faire les mêmes informations pour toute autre assistance.

- a) Le montant total de l'aide extérieure reçue en espèces au cours de la période, à moins qu'il ne soit indiqué comme une catégorie distincte d'encaissements dans l'état des encaissements et des paiements ;
- b) L'aide extérieure totale versée par des tiers au cours de la période pour régler directement les obligations de l'entité ou acheter des biens et des services au nom de l'entité lorsque cela est conseillé par le tiers ou autrement vérifié par le bénéficiaire ;
- c) Le montant total de l'aide extérieure reçue au cours de la période sous forme de prêts et le montant total reçus sous forme de subventions;
- d) Les catégories significatives de fournisseurs d'aide extérieure et le montant fourni ;
- e) Par catégorie et montant significatifs, les objectifs pour lesquels l'aide extérieure a été reçue et utilisée au cours de la période de référence, indiquant séparément les montants fournis sous forme de prêts et de subventions ; et
- f) Le solde des prêts et subventions d'aide extérieure non utilisés disponibles à la date de clôture pour financer des opérations futures lorsque le montant des prêts ou subventions disponibles pour le bénéficiaire est spécifié dans un accord contraignant et que toutes les modalités et conditions substantielles qui déterminent, ou affecter l'accès à, ce montant est très probable, montrant séparément :
 - (i) Total des prêts d'aide extérieure ;
 - (ii) Total des dons d'aide extérieure ; et
 - (iii) Les fins pour lesquelles l'aide sous forme de prêt et l'aide sous forme de don non utilisées peuvent être utilisé.

Review Questions

question 1

Les soldes de trésorerie d'ouverture et de clôture de l'entité présentés dans l'état des entrées et sorties de trésorerie doivent inclure la trésorerie en caisse et les dépôts à vue.

Vrai ou faux?

question 2

Les normes IPSAS base trésorerie exigent que les paiements en trésorerie soient présentés selon une classification appropriée aux opérations de l'entité.

Les services d'éducation, les services de santé et les services de défense sont des exemples d'éléments présentés sous quel type de classification ?

question 3

Une entité qui rend public son(ses) budget(s) approuvé(s) doit présenter une comparaison des montants budgétaires et des montants réels dans des colonnes budgétaires supplémentaires dans l'état des entrées et sorties de trésorerie.

Vrai ou faux?

Answers to Review Questions

question 1

La bonne réponse est Faux.

Les soldes de trésorerie d'ouverture et de clôture de l'entité présentés dans l'état des entrées et sorties de trésorerie doivent inclure la trésorerie en caisse, les dépôts à vue et les équivalents de trésorerie. Les équivalents de trésorerie sont des investissements à court terme (c'est-à-dire généralement trois mois ou moins jusqu'à l'échéance), très liquides, facilement convertibles en montants de trésorerie connus et qui sont soumis à un risque insignifiant de changement de valeur.

question 2

Les services d'éducation, les services de santé et les services de défense sont des exemples de postes présentés sous une classification « paiements par fonction ».

L'autre classification illustrée dans les IPSAS base de trésorerie est une classification « paiements par nature », qui comprend des postes tels que les salaires et traitements et les frais de transport.

question 3

La bonne réponse est Faux.

Une entité qui rend public son(s) budget(s) approuvé(s) est tenue de présenter une comparaison des montants budgétaires et des montants réels. Toutefois, il peut présenter la comparaison soit sous la forme d'un état financier supplémentaire distinct, soit sous la forme de colonnes budgétaires supplémentaires dans l'état des entrées et sorties de trésorerie. En outre, une entité peut présenter une comparaison des montants budgétisés et réels sous forme de colonnes budgétaires supplémentaires dans l'état des entrées et sorties de trésorerie uniquement lorsque les états financiers et le budget sont préparés sur une base comparable.

Les exposés-sondages, les documents de consultation et autres publications de l'IFAC sont publiés par l'IFAC et protégés par ses droits d'auteur.

L'IFAC n'accepte aucune responsabilité pour les pertes causées à toute personne qui agit ou s'abstient d'agir sur la base des éléments contenus dans cette publication, que cette perte soit causée par négligence ou autrement.

Le logo de l'IFAC, « Fédération internationale des comptables » et « IFAC » sont des marques déposées et des marques de service de l'IFAC aux États-Unis et dans d'autres pays.

Copyright © 2020 par la Fédération internationale des comptables (IFAC). Tous droits réservés. L'autorisation écrite de l'IFAC est requise pour reproduire, stocker ou transmettre, ou pour faire d'autres utilisations similaires de ce document, sauf lorsque le document est utilisé à des fins individuelles et non commerciales uniquement. Contactez permissions@ifac.org.